

## SECRETARIAT POLITIQUE

p.B.58.04.3 - THE  
p.B.58.2. *glawishau*

Berne, le 7 août 1990

Visite officielle du Ministre des affaires étrangères afghan,  
Abdul Wakil, au Conseiller fédéral René Felber, à Berne,  
le 17 août 1990

AFGHANISTANSituation intérieure

Une année et demie après l'achèvement le 15 février 1989 du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, le gouvernement du Président Najibullah semble avoir déjoué les pronostics les plus pessimistes quant à ses chances de survie, alors que la résistance paraît s'être encore affaiblie. A mesure que le temps s'écoule, l'hypothèse d'une victoire militaire de l'un ou l'autre belligérant s'éloigne, les moujahidines s'étant en particulier montrés incapables de s'emparer de la ville de Jalalabad.

La survie du gouvernement de Kaboul tient essentiellement à deux facteurs:

- le soutien militaire, financier et alimentaire que lui apporte l'Union soviétique (évalué à environ 200/300 mio \$ US par mois)
- les dissensions qui règnent dans le camp des moujahidines.

Politique du Président Najibullah

L'amélioration de sa situation sur le terrain autorise Kaboul à certaines ouvertures: levée de l'état d'urgence le 3 mai dernier (sans implications véritables cependant), adoption prévue d'une nouvelle constitution qui pourrait permettre d'éliminer les dernières traces de l'influence communiste et encourager par contre coup d'éventuels investissements étrangers, acceptation partielle du pluripartisme, aveu de certaines erreurs passées et critiques prudentes de l'intervention soviétique.

- 2 -

Najibullah tente avant tout de jouer la carte de la réconciliation nationale, bien qu'il reste lui-même inacceptable pour une majorité d'Afghans. Le scénario imaginé par Kaboul est le suivant: cessez le feu, rencontre de toutes les branches de la résistance en Afghanistan ou dans un pays tiers, adoption de principes constitutionnels de base et élections générales sous contrôle international (Nations Unies, observateurs en provenance de pays intéressés ou Conférence islamique dont est membre l'Afghanistan). Najibullah a d'ailleurs déjà déclaré que le PDPA se conformerait au résultat du futur scrutin.

Kaboul se dit par ailleurs prêt à participer à une conférence internationale, ce qui à ses yeux résoudrait le problème de la dimension étrangère de la question afghane. Y participeraient le Pakistan, l'Inde, l'Iran, la Chine, les Etats Unis et l'Union soviétique.

L'échec du coup d'état du 6 mars dernier, monté par l'alliance contre nature entre le fondamentaliste musulman G. Hekmatyar et le chef de la tendance dure du PDPA le général Tanaï, permet à Najibullah de développer une dialectique nouvelle: si les deux ailes les plus radicales de l'échiquier politique afghan ont pu s'allier, pourquoi les modérés parmi les moujahidins et le PDPA ne trouveraient-ils pas un terrain d'entente?

L'offensive de Najibullah prouve qu'il s'agit là d'un personnage habile et bon manoeuvrier. Un homme d'une telle envergure, qui désormais s'abstient de heurter de front la société traditionnelle et ses convictions religieuses, fait aujourd'hui défaut côté résistance. Reste cependant que les concessions qu'il se dit prêt à faire ne lui ont pas attiré la moindre réponse positive de la part de ses adversaires.

### La résistance

Avec leur refus au printemps 90 de l'ancien plan américain de règlement en trois points, les moujahidins se sont discrédités aux yeux du Congrès et ont renforcé la légitimité du régime de Kaboul en tant



qu'interlocuteur. Parallèlement, le gouvernement en exil de Peshawar n'a cessé de perdre de sa crédibilité, non seulement sur le plan international, mais aussi au sein de la population afghane. Considéré par les commandants de l'intérieur comme une simple courroie de transmission pour l'aide américaine et saoudienne, il ne peut donner la moindre instruction militaire aux moujahidins. Divisés en sept factions (trois traditionnelles qui prônent un retour à l'ancien ordre et celui du Roi Zaher Shah, quatre fondamentalistes favorables à l'établissement d'une république islamique), les milieux politiques de Peshawar se sont révélés impuissants à générer un quelconque leader. Leur projet de réunir une Shoura (grande assemblée), activement soutenu autrefois par le Pakistan et les Etats Unis, n'est plus aujourd'hui d'actualité.

Trois erreurs ont coûté la victoire à la résistance:

- la volonté affichée par goût du symbolique de s'emparer à tout prix d'une grande ville de province
- l'incapacité à empêcher les exactions commises par des éléments extrémistes incontrôlés (viols, assassinats, pillages, mise à sac du siège d'une organisation internationale d'aide humanitaire à Peshawar)
- le refus d'offrir aux Afghans ayant collaboré avec le régime communiste un véritable programme d'amnistie ou une paix des braves.

En outre, nombreux sont les Afghans modérés qui préfèrent encore le régime de Najibullah à la perspective d'un état islamique tel que le prévoit G. Hekmatyar, Ministre des affaires étrangères du gouvernement de Peshawar. Autrefois premier motif de ralliement à la résistance, l'Islam souffre actuellement de la surenchère idéologique et intégriste à laquelle se livre le Hezb-i-Islam soutenu par Teheran et les fondamentalistes pakistanais.

On notera enfin qu'un nombre croissant de commandants pratiquent une sorte de modus vivendi avec le régime de Kaboul. En échange de la reconnaissance de leur pouvoir sur les vallées qu'ils contrôlent, ils acceptent de déposer les armes.

## Pakistan

Jusqu'à son limogeage du 6 août dernier, le Premier ministre Bhutto, absorbée par la situation interne, les relations de son pays avec l'Inde et la présence de 3,5 millions de réfugiés sur sol pakistanaï, a souhaité faire passer le conflit afghan au second plan et se serait contentée de la mise sur pied à Kaboul d'un gouvernement de coalition stable et non aligné. Mais la fragilité de son gouvernement ne l'autorisait pas à affronter les militaires et certains cercles religieux décidés à poursuivre l'oeuvre du général Zia. Le parti Jamaat Islami et les services secrets (ISI) continuaient donc à soutenir les factions fondamentalistes afghanes, et l'éviction de B. Bhutto devrait plutôt renforcer cet appui.

## Iran

Pendant les hostilités avec l'Iraq, l'Iran est peu intervenu dans le déroulement du conflit. Il dispose néanmoins au travers de la minorité chiite d'Afghanistan d'un moyen d'action non négligeable. Celle-ci peut en effet jouer un intéressant rôle d'arbitre. Cette capacité de blocage revêt une importance toute particulière dans le processus de recomposition qui a suivi le départ des Soviétiques.

Les contacts entre Moscou et Teheran, qui ont abouti au rapprochement économique des deux pays, se sont également traduits par la convergence apparente de leurs politiques en faveur d'un Afghanistan indépendant et non aligné.

En été 1989, Teheran et Islamabad se sont engagés à accomplir un effort commun vers le règlement politique du conflit.

Ainsi devenu le pivot de nouvelles alliances, l'Iran se range tantôt du côté pakistanaï, tantôt du côté soviétique en fonction de ses intérêts.

## Inde

Pour le régime de Najibullah, l'Inde représente un partenaire com-



- 5 -

préhensif dont la caution, notamment au sein du mouvement des non alignés, reste essentielle. La position de Delhi s'articule autour des principes suivants:

- c'est aux Afghans eux-mêmes de déterminer leur régime politique et leur forme de gouvernement. Toute ingérence étrangère est à proscrire
- l'Afghanistan doit rejoindre le camp des non alignés et se doter d'un régime islamique mais non intégriste.

#### Etats Unis et Union soviétique

Américains et Soviétiques n'ont su, lors de la dernière entrevue de MM. Bush et Gorbatchev, s'entendre sur une solution politique. Et la rencontre d'Irkoutsk le premier août de cette année entre MM. Baker et Shevardnaze n'a pas fourni la percée diplomatique attendue. Le Kremlin et la Maison blanche sont néanmoins d'accord sur l'essentiel:

- élections libres sous le contrôle des Nations Unies
- arrêt simultané des livraisons militaires à leurs alliés respectifs.

Reste l'obstacle que représente le Président Najibullah lui-même, responsable selon le porte parole de Washington de "violations massives des Droits de l'homme". Le gouvernement américain insiste pour que celui-ci abandonne ses fonctions avant toute consultation électorale. Moscou refuse, et propose une formule qui verrait Najibullah conserver une autorité symbolique pendant la campagne. Il abandonnerait toutefois la direction des forces armées, des services de renseignements et d'information. Ce plan de l'Ambassadeur auprès des Nations Unies Vorontsov (ancien représentant de l'Union soviétique à Kaboul) devrait être agréé par les Etats Unis s'il empêche véritablement Najibullah de tirer parti de ses fonctions pour gagner les élections.

Le récent déplacement du Président afghan à Moscou pourrait dans ce contexte revêtir une importance particulière. Voyage médical, ainsi que le présente l'agence de presse soviétique, ou prélude -comme ce fut le cas pour son prédécesseur B. Karmal- à une prochaine mise à

- 6 -

l'écart? On ne sait. On constatera cependant que le Kremlin est parvenu à convaincre le dirigeant afghan d'accepter dans un premier temps la remise de certains pouvoirs dévolus aux ministères de la défense et de l'intérieur à une commission mixte comprenant des représentants de son gouvernement et des moujahidins.

Un retournement de l'attitude américaine similaire à celui qu'elle vient d'opérer dans la problématique cambodgienne est-il possible? Sans répondre par l'affirmative, on ne saurait l'exclure. En effet, la résistance organisée depuis Peshawar, qui jusqu'à ce jour a bénéficié du soutien de Washington, a - on l'a dit - perdu une grande partie de sa crédibilité aux yeux de l'opinion occidentale et se retrouve en butte aux critiques du Congrès. Les Etats Unis tentent d'ores et déjà d'opérer un rééquilibrage de leurs livraisons d'armes au profit des formations modérées, principalement au détriment de G. Hekmatyar.

Reste qu'en Afghanistan les grandes puissances n'ont pas toujours les moyens d'agir sur tous les acteurs intérieurs ou extérieurs du conflit. Le Président Najibullah continue de jouir d'une marge de manoeuvre importante, alors que le jeu contradictoire des commandants de l'intérieur et des factions installées à Teheran ou Peshawar, tout comme les influences saoudienne, pakistanaise et iranienne, compliquent et retardent la mise en place d'un règlement.

Les prochaines rencontres d'experts annoncées à Irkoutsk devraient toutefois voir les deux grands venir à bout de leurs divergences sur le rôle du PDPA lors des futures élections, et définir les modalités d'intervention des Nations Unies.